

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 20/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FCH**

Lieu dit la Corne du Cerf  
76530 Yville-Sur-Seine

Références : UDRD-2025-11-T-656  
Code AIOT : 0005800286

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement FCH implanté Lieu-dit La Corne du Cerf 76530 Yville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est intervenue dans le cadre d'une action régionale visant au contrôle des conditions d'admission des déchets inertes non-dangereux au sein des carrières et des ISDI (installations de stockage de déchets inertes). Le contrôle a eu lieu de manière inopinée et un prélèvement des matériaux de remblai a été effectué au sein de la carrière à des fins d'analyses par un laboratoire accrédité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FCH
- Lieu-dit La Corne du Cerf 76530 Yville-sur-Seine

- Code AIOT : 0005800286
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière sise à Yville-sur-Seine aux lieux-dits « La Corne du Cerf » est autorisée par arrêté préfectoral du 27 octobre 2020 à accueillir environ 1 001 000 m<sup>3</sup> de matériaux extérieurs inertes (dits « K3+ ») et des terres présentant des surconcentrations d'origine naturelle (terres dites « TN+ ») issus de chantiers régionaux ou acheminés par voie fluviale, aux seules fins de procéder à son réaménagement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 6
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 2	Sans objet
2	Remblayage par des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
3	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats d'analyses ont mis en évidence, pour l'échantillon prélevé, le respect des valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 12/12/2024 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes que ce soit sur matériaux bruts comme pour les lixiviats. De plus, les valeurs seuils de dangerosité définies dans le guide de caractérisation de la dangerosité des déchets établi par l'INERIS en 2016 (mis à jour en 2024) sont également respectées. Le déchet analysé est donc bien un déchet inerte et non-dangereux.

FCH est autorisé à accepter cette nature de déchet. Aussi, aucune suite n'est proposée à la suite du contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/08/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultat du prélèvement inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les maté-

riaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs.

#### **Constats :**

Lors de la visite inopinée, l'inspection était accompagnée d'une technicienne d'un laboratoire pour effectuer un prélèvement en vue d'une analyse pour vérifier le caractère inerte et non dangereux des matériaux admis.

Le choix du lot a été effectué par sondage à partir des éléments recueillis par téléphone auprès de l'exploitant et relativement à une admission récente sur la carrière en cours de remblaiement et donc encore accessibles à la date de la visite.

En l'occurrence, il s'agit d'un lot de terres naturelles dites "TN+" issues du chantier de la ligne de métro 15 à Paris, précisément des déblais issus du creusement des puits verticaux préalablement au creusement par tunnelier. L'exploitant de FCH indique que l'admission a repris en 2025: le site ayant admis 65 000 t depuis le début de l'année au sein des casiers A2, A3, B2 et B3, soit l'équivalent de 40 barges environ.

Le déchet, objet du prélèvement a été admis la veille du contrôle, le 13/10/2025 et a été acheminé par péniche (2111t) en provenance du chantier de la ligne 15 Est via une plateforme de regroupement Véolia à Gennevilliers. Le déchet présente le code déchet 17 05 04. Les déblais ont donc été admis et mis en remblai sur le carreau A3 hors d'eau.

Les matériaux étant encore accessibles le jour de la visite, le prélèvement a pu être convenablement effectué après constitution d'un échantillon moyen à la tarière.

Les résultats transmis le 24/10/2025 par le laboratoire mandaté par la DREAL révèlent (pour les essais de lixiviation et sur contenu brut):

- le respect des critères fixés par l'AM du 12/12/2014 pour l'ensemble des paramètres en contenu total et sur éluat;
- le non-franchissement des seuils de dangerosité fixés par le guide de caractérisation en dangerosité de l'Ineris de 2016 (révisé en 2024).

Compte tenu de la nature des déblais (issus des 1ers horizons de sols), aucune analyse d'adjuvant (utilisé par le tunnelier) n'a été demandée par la DREAL auprès du laboratoire.

Le déchet objet du prélèvement est donc bien un déchet inerte et non-dangereux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Remblayage par des déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, absence de matériaux interdits

#### **Prescription contrôlée :**

Avant d'être admis, tout chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.

#### **Constats :**

Lors de la visite, au droit de l'échantillon prélevé, il n'a pas été aperçu d'éléments étrangers à de la terre et des cailloux. Il n'a pas été vu de végétaux, plastiques, ferrailles, fibrociment amianté, ou d'enrobé dans le lot de déblais.

De plus, les résultats d'analyses confirment le respect des critères inertes et non-dangereux pour le lot investigué.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Admission des déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

**Thème(s) :** Autre, Contenu de la procédure

#### **Prescription contrôlée :**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant: - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET; - l'origine des déchets; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; - la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

#### **Constats :**

Le lot de déchets admis a fait l'objet de documents d'acceptation préalable : DAP n° 20250121, n°20250219 et n°20250822 (réf: 2025\_L15E-1\_ROLAND\_GNV-FCH) prenant fin au 9/02/2026.

Le dernier DAP mentionne les informations suivantes: producteur, plateforme de transit, transporteur, l'identification du chantier, la quantité, l'identification du matériau (déblai de terrassement) et sa dénomination code déchet (17 05 04), le code d'élimination (R5), un questionnaire sur l'origine du déblai.

A l'émission de chaque DAP est associé un bulletin d'analyse du producteur attestant du caractère inerte et non-dangereux du déchet, dont notamment le dernier rapport AGROLAB du 1er/10/2025 (réf: 1610419).

**Type de suites proposées :** Sans suite